

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
13 place de la Paix
15000 Aurillac

Aurillac, le 1er/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CROUTE SARL ENTREPRISE

Montplaisir
15200 Chalignac

Références : 20240801-RAPINSP-15-168-CarriereCrouteAlly
Code AIOT : 0005600674

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/07/2024 dans l'établissement CROUTE SARL ENTREPRISE implanté RAMPADIÈRE 15700 Ally. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CROUTE SARL ENTREPRISE
- Site carrière de La RAMPADIÈRE 15700 Ally
- Code AIOT : 0005600674
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société Croute est composée de 3 carrières de dimension modeste et d'une centrale d'enrobé. Le site de La Rampadière fait office de site central regroupant les matériaux issus de sa propre carrière et des 2 autres carrières (Sagu et Blandignac) pour traitement (concassage criblage) et d'une centrale d'enrobé. La reprise récente de la société a conduit à une "remise à niveau" des

installations en cours.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
PC1	Arrêté Préfectoral du 12/01/1998, article 1	Sans suite
PC2	Arrêté Préfectoral du 12/01/1998, article 5-3	Sans suite
PC3	Arrêté Préfectoral du 12/01/1998, article 6.2	Sans suite
PC4	Arrêté Préfectoral du 12/01/1998, article 9.4	Sans suite
PC5	Arrêté Préfectoral du 12/01/1998, article 16	Sans suite
PC6	Arrêté Préfectoral du 12/01/1998, article 21	Sans suite

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Pas d'écart majeur relevé.

Carrière de petite dimension en fin d'exploitation (2 à 3 ans selon prévisions). Une réflexion pour extension est en cours.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PC1

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/01/1998, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Activités
Prescription contrôlée : Rubriques
Constats : 2510-1 A : 40 00t/an - Production 2022 (gerep) = 10750 t Le niveau de production devrait augmenter à partir de 2025 (remise en état des infrastructures suite reprise société) 2515-2 A : 150 kW -Inchangé
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : PC2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/01/1998, article 5-3
Thème(s) : Risques chroniques, Extraction
Prescription contrôlée : Côtes minimales et conditions d'extraction
Constats : Le plan d'exploitation relève une côte de fond de carreau à 678 m NGF. Le front Sud Ouest présente une hauteur à priori supérieure à 15 m. Ce point sera à corriger soit en anticipant sur la cessation et remise en état, soit dans le cadre d'une extension en cours de réflexion
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : PC3

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/01/1998, article 6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures particulières
Prescription contrôlée : Aménagement pour évacuation des eaux de fond de carreau
Constats : Un point bas permettant de collecter les eaux de ruissellement est aménagé en fond de carreau. Il est raccordé à une conduite souterraine permettant l'évacuation du trop plein. Pas d'eau le jour de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : PC4

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/01/1998, article 9.4
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle
Prescription contrôlée : rejet eau
Constats : Contrôle Programmé 2 ^e semestre 2024
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : PC5

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/01/1998, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Garanties financières
Prescription contrôlée : Acte de cautionnement
Constats : Acte couvrant jusqu'en 2028
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : PC6

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/01/1998, article 21
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi de l'exploitation
Prescription contrôlée : Plan d'exploitation et remise en état
Constats : Le plan d'exploitation actualisé en 2024. Il est proposé de compléter ce plan par une couche « plan de gestion des déchets inertes » (stockage terres stériles en attente remise en état), tel que prescrit par l'article 11.5 de l'Arrêté ministériel du 22/09/94 relatif aux exploitations de carrières
Type de suites proposées : Sans suite